



Confédération Nationale du Travail
Union des syndicats de la Région Parisienne
33, rue des Vignoles
75020 Paris

Communiqué de soutien aux migrants et aux personnes poursuivies

Mardi 11 août 2015, les migrantEs hébergéEs dans un centre d'hébergement d'Emmaüs rue Pernety, suite à une énième expulsion de la Halle Pajol, ont entamé une grève de la faim pour dénoncer leurs conditions d'hébergement et exiger un véritable suivi juridique de leurs dossiers, comme on le leur avait promis.

Le mercredi 12 août 2015, les migrantEs ont appelé des personnes solidaires afin qu'ils-elles puissent constater leur situation et relayer leurs revendications, à savoir que les promesses faites lors de l'évacuation soient tenues. La seule réponse qui leur a été apportée est l'intervention massive de la police.

Quatre personnes solidaires ont alors été interpellées, placées en Garde à vue, transférées au dépôt et placées sous contrôle judiciaire en attente d'un procès pour « séquestration » et « refus de se soumettre aux prélèvements biologiques » qui aura lieu le 9 octobre 2015.

Nous dénonçons les conditions d'accueil,

d'hébergement et d'accompagnement de toutes les personnes avec ou sans papiers et demandons un véritable relogement pour toutes et tous.

Nous dénonçons ces « associations » qui sous couvert d'être des structures sociales font du contrôle des populations les plus démunies pour l'État.

Elles ne sont finalement que des entreprises pour qui l'argent est plus important que les personnes accueillies et celles et ceux qui y travaillent.

Nous affirmons notre solidarité aux migrantEs, que nous continuerons à soutenir.

Nous affirmons notre solidarité aux personnes poursuivies. La solidarité n'est ni un crime ni un délit. Elle est notre arme, et c'est pour cela que l'état la réprime.

Nous exigeons la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous avec ou sans papiers.



CNT-URP

Fait à Paris le 5 octobre 2015